










Procédure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	2020/0321(COD) En attente de la position du Parlement en 1ère lecture
Agence européenne des médicaments	
Sujet 4.20.01 Médecine, maladies 4.20.04 Produits et industrie pharmaceutiques 4.20.05 Législation et police sanitaire 8.40.08 Agences et organes de l'Union	
Priorités législatives Déclaration commune 2021	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire		25/11/2020
		 GONZÁLEZ CASARES Nicolás	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 BUȘOI Cristian-Silviu	
		 RIES Frédérique	
		 METZ Tilly	
		 MÉLIN Joëlle	
		 KOPCIŃSKA Joanna	
		 KONEČNÁ Kateřina	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	ITRE Industrie, recherche et énergie		03/12/2020
		 MÉLIN Joëlle	
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne Commission européenne	DG de la Commission Santé et sécurité alimentaire	Commissaire KYRIAKIDES Stella	
Comité économique et social			

Evénements clés			
14/12/2020	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
22/06/2021	Vote en commission, 1ère lecture		
25/06/2021	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A9-0216/2021	
07/07/2021	Débat en plénière		
08/07/2021	Décision du Parlement, 1ère lecture	T9-0351/2021	Résumé
08/07/2021	Dossier renvoyé a la commission compétente		

Informations techniques	
Référence de procédure	2020/0321(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114-p1; Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 168-p4
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen Comité européen des régions
Etape de la procédure	En attente de la position du Parlement en 1ère lecture
Dossier de la commission parlementaire	ENVI/9/04630

Portail de documentation					
Document de base législatif		COM(2020)0725	11/11/2020	EC	Résumé
Avis motivé	FR_SENATE	PE691.143	30/03/2021	NP	
Projet de rapport de la commission		PE680.818	31/03/2021	EP	
Amendements déposés en commission		PE691.443	28/04/2021	EP	
Avis de la commission	ITRE	PE689.565	27/05/2021	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A9-0216/2021	25/06/2021	EP	
Texte adopté du Parlement, vote partiel en 1ère lecture/lecture unique		T9-0351/2021	08/07/2021	EP	Résumé

Agence européenne des médicaments

OBJECTIF : renforcer le rôle de l'Agence européenne des médicaments (EMA) dans la préparation et la gestion des crises concernant les médicaments et les dispositifs médicaux.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le

Conseil.

CONTEXTE : l'expérience sans précédent de la pandémie COVID-19 a démontré que la capacité de l'UE à coordonner les travaux visant à garantir la disponibilité des médicaments et des dispositifs médicaux et à faciliter leur développement est actuellement limitée.

La pandémie COVID-19 a exacerbé le problème des pénuries de certains médicaments considérés comme essentiels pour faire face à la pandémie, et a mis en évidence les limites structurelles de la capacité de l'UE à réagir rapidement et efficacement à de tels défis lors de crises de santé publique.

La proposition fait partie d'un ensemble de mesures étroitement liées qui visent à renforcer [la préparation et la réponse aux crises](#) et à accroître le rôle du [Centre européen de prévention et de contrôle des maladies](#) (ECDC). Ensemble, elles font partie de la réponse sanitaire globale de l'UE à la COVID-19 et d'un cadre amélioré de gestion des crises.

CONTENU : le règlement proposé devrait développer les tâches essentielles déjà confiées à l'EMA pour garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments susceptibles de répondre aux urgences de santé publique.

Il compléterait les mesures visant à améliorer le cadre général de gestion des crises de l'UE en abordant les questions spécifiques liées aux secteurs des médicaments et des dispositifs médicaux et les tâches de l'Agence. Il introduirait ainsi de nouvelles règles pour l'Agence, l'objectif étant de fournir des mécanismes au sein de l'Agence pour :

surveiller et atténuer le risque de pénurie de médicaments et de dispositifs médicaux essentiels ;

fournir des avis scientifiques sur les médicaments susceptibles de traiter, prévenir ou diagnostiquer les maladies à l'origine de ces crises ;

coordonner les études visant à contrôler l'efficacité et la sécurité des vaccins ;

coordonner les essais cliniques.

Implications budgétaires

L'impact financier de cette proposition sur le budget de l'UE devrait être couvert par le prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027. Il devrait porter principalement sur le soutien administratif, scientifique et informatique.

Agence européenne des médicaments

Le Parlement européen a adopté par 587 voix pour, 28 contre et 81 abstentions, des amendements à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux.

La question a été renvoyée à la commission compétente pour négociations interinstitutionnelles.

Les principaux amendements adoptés en plénière sont les suivants :

Tirer les leçons de la pandémie de COVID-19

Le Parlement a souligné que l'expérience sans précédent tirée de la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les difficultés de l'Union et des États membres à surmonter une urgence de santé publique de ce type. Elle a également démontré la nécessité de renforcer le rôle de l'Union afin d'accroître son efficacité dans la gestion de la disponibilité des médicaments et dispositifs médicaux ainsi que dans le développement de contre-mesures médicales afin de répondre aux menaces pour la santé publique à un stade précoce d'une manière harmonisée.

Cadre et moyens de l'Agence européenne des médicaments

Les députés estiment que le règlement proposé devrait prévoir, au sein de l'Agence un cadre et les moyens nécessaires pour :

- la préparation aux répercussions des événements majeurs et des urgences de santé publique sur les médicaments à usage humain et les dispositifs médicaux, ainsi que la prévention, la coordination et la gestion de celles-ci au niveau de l'Union;

- la prévention, la surveillance et la notification des pénuries de médicaments à usage humain et de dispositifs médicaux critiques;

- la création d'une base de données interopérable et numérique au niveau de l'Union afin de surveiller et de signaler les pénuries de médicaments.

Outre une définition commune de la «pénurie», les députés ont introduit une définition de «l'offre» et de la «demande» d'un médicament ou d'un dispositif médical.

Groupe de pilotage exécutif sur les pénuries et l'innocuité des médicaments

Les députés ont suggéré que le groupe de pilotage sur les médicaments se réunisse régulièrement et à chaque fois que la situation le exige en préparation d'une urgence de santé publique ou durant celle-ci. Les membres du groupe de pilotage ne devraient pas avoir d'intérêts, financiers ou autres, dans l'industrie pharmaceutique, susceptibles de nuire à leur impartialité. La liste des membres du groupe de pilotage devrait être transparente et rendue publique sur le portail web de l'Agence.

Le groupe de pilotage sur les médicaments devrait garantir une communication ouverte et une coopération étroite avec les titulaires d'autorisations de mise sur le marché, les fabricants, les acteurs concernés de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique et les représentants des professionnels de la santé, des patients et des consommateurs, afin de permettre la notification ou l'identification anticipée des pénuries potentielles ou réelles de médicaments considérés comme critiques lors d'un événement majeur ou en cas d'urgence de santé publique.

Le groupe de pilotage devrait également pouvoir consulter le comité des médicaments à usage vétérinaire à chaque fois qu'il le juge nécessaire, afin de faire face à des urgences de santé publique et à des événements majeurs liés à des zoonoses ou à des maladies qui touchent uniquement les animaux et qui ont ou sont susceptibles d'avoir une incidence majeure sur la santé humaine.

Task-force pour les situations d'urgence

Les députés ont suggéré que la task-force se réunisse en préparation aux situations d'urgence, et non uniquement en cas de situation d'urgence. Ils ont proposé de renforcer les liens entre le groupe de pilotage sur les médicaments et la task-force, dont les travaux doivent servir au groupe de pilotage lors de l'élaboration et/ou de la mise à jour de la liste de médicaments critiques.

Base de données européenne d'approvisionnement en médicaments

Le Parlement a proposé que l'Agence mette en place et gère une base de données européenne d'approvisionnement en médicaments en collaboration avec la Commission et les États membres, afin de :

- permettre le suivi de l'offre et de la demande de médicaments aux niveaux de l'Union et des États membres;
- permettre la surveillance et la notification des pénuries de médicaments aux niveaux de l'Union et des États membres;
- permettre aux titulaires d'autorisations de mise sur le marché et aux grossistes de respecter les obligations d'information;
- permettre à la Commission, à l'Agence et aux autorités nationales compétentes de s'acquitter des tâches que leur impose le règlement en connaissance de cause ainsi que de renforcer la coopération entre elles.

La base de données permettrait à l'Agence et aux autorités nationales compétentes d'avoir accès simultanément aux informations figurant dans la base de données et de les partager.

Chaque État membre devrait mettre en place une plateforme électronique en vue d'établir un suivi en temps réel de l'approvisionnement en médicaments permettant de déterminer à tout moment le volume de l'offre existante de chaque médicament existant, et de détecter, de prévoir et de prévenir les pénuries de médicaments.

Les plateformes électroniques devraient accorder aux autorités nationales compétentes un accès en temps réel aux informations relatives aux demandes non satisfaites des grossistes, des pharmacies d'officine et des pharmacies hospitalières. Elles devraient également permettre aux titulaires d'autorisations de mise sur le marché de signaler tout problème d'approvisionnement en médicaments, notamment les problèmes de fabrication.

Obligations d'information

L'Agence devrait établir une page web accessible au public contenant des informations sur les pénuries réelles de médicaments critiques.

Pendant toute la durée d'une urgence de santé publique, les promoteurs d'essais cliniques menés dans l'Union devraient publier le protocole de l'étude dans le registre des essais cliniques de l'Union au début de l'essai, et publier le résumé des résultats obtenus.

Lorsqu'un médicament s'est vu accorder une autorisation de mise sur le marché, l'Agence devrait publier des informations sur les produits assortis de détails sur les conditions d'utilisation dès l'autorisation de mise sur le marché.